



Paris le 8 février 2008

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES membres du Conseil d'administration de l'ANCV  
L'U.N.A.T. ET L'A.V.E.C.**

## **DECLARATION POUR UNE POLITIQUE SOCIALE DU TOURISME**

---

Pour la troisième année consécutive, les moyens consacrés par l'Etat pour soutenir l'objectif de l'accès aux vacances pour tous sont en forte réduction, mettant en cause l'existence même de la politique sociale du tourisme.

Pourtant, depuis des années, le taux de départ en vacances de nos concitoyens, y compris des salariés, stagne. Pour les plus démunis, cette situation est encore plus dramatique, alors que la loi de lutte contre l'exclusion, de 1999, avait réaffirmé le droit aux vacances.

Pour leur part, les associations de tourisme à vocation sociale sont confrontées, également, à une disparition totale de l'aide de l'Etat pour la rénovation de leur patrimoine.

L'Etat, alors qu'il se désengage, fait porter la responsabilité de la politique sociale du tourisme sur l'Agence nationale pour les Chèques-vacances (ANCV), dont les fonds proviennent en grande majorité des salariés eux-mêmes, des comités d'entreprise, et pour une faible part, des entreprises.

C'est pourquoi l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT), l'ensemble des organisations syndicales membres du Conseil d'administration de l'ANCV, et l'Association d'élus de communes propriétaires d'équipements de tourisme associatif (AVEC) lancent un appel solennel aux pouvoirs publics pour qu'ils reconsidèrent cet abandon et conduisent une politique sociale du tourisme permettant à tous nos concitoyens d'avoir accès aux vacances.

Ils appellent également les caisses d'allocations familiales à continuer à soutenir le départ en vacances pour les familles qui en sont exclues à un niveau au moins égal à celui prévu par la Convention d'Objectifs et de Gestion qui s'achève en 2008.

Il s'agit là en effet d'un véritable enjeu de société, à la fois social et économique ; mais il s'agit aussi d'un enjeu considérable pour l'aménagement et le développement durable des territoires, notamment en zone rurale et de moyenne montagne, pour lesquels la présence d'équipements de vacances est source de création d'emplois et de maintien de services, d'activités économiques et d'animations culturelles pour les populations locales.

Ce serait une grave erreur que de considérer que seul l'accueil de touristes étrangers à forte contribution - fut-il légitime - est important pour l'économie de la France. Les signataires affirment que favoriser l'accès de nos concitoyens aux vacances et développer le tourisme intérieur contribueront aussi à la création d'emplois et de richesses.

Ils appellent le Gouvernement à prendre l'initiative - en liaison avec les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et le secteur du tourisme associatif - de réunir une conférence nationale destinée à redéfinir et relancer une véritable politique sociale du tourisme et à rechercher les moyens de cette relance au profit de l'ensemble de nos concitoyens.

**LES SIGNATAIRES :**

---

**Le secteur du tourisme associatif, représenté par l'UNAT**

Union nationale des associations de tourisme et de plein air, président Gérard DUVAL

**Les élus représentés par AVEC**

Association nationale des Villages, Elus et Collectivités locales de Valvuf, président Yvon MONTANE

**Les Organisations syndicales**

**CFDT**, Confédération Française Démocratique du Travail

**CFE – CGC**, Confédération Française de l'Encadrement – CGC

**CFTC**, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

**CGT**, Confédération Générale du Travail

**CGT – FO**, Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

**FSU**, Fédération syndicale unitaire

**UNSA-Education**, Union nationale des syndicats autonomes - Education

---

**Contact presse** : Janine Euzet, attachée de presse - 06 86 95 30 30 - euzetconsult@wanadoo.fr

**Contact UNAT** : Bernadette Hénaff – 01 47 83 52 34 – b.henaff@unat.asso.fr